

DES MATIÈRES FÉCALES RETROUVÉES DANS L'EAU ALIMENTANT L'HÔPITAL M'HAMED-YAZID DE BLIDA

Des malades en danger

Les malades de l'hôpital M'hamed-Yazid à Blida courent un réel danger, nous informe-t-on. Et pour cause, l'eau qui alimente cet hôpital est souillée.

Les analyses effectuées mardi dernier par le laboratoire d'hygiène de la wilaya ont révélé la présence de coliformes fécaux et de streptocoques du groupe D, ainsi que de salmonelle et de vibrio-cholériques qui sont toutes des bactéries hautement pathogènes.

Les résultats du laboratoire concluent sans appel que l'eau est de mauvaise qualité bactériologique et donc susceptible de générer des intoxications et autres maladies graves telles que la diphtérie, la fièvre typhoïde ou le choléra.

Les patients hospitalisés dans cet établissement risquent gros sachant que les repas qui leur sont servis sont préparés avec cette eau.

Globalement, c'est tout l'hôpital qui se trouve menacé puisque c'est la même eau qui sert à assurer l'hygiène au quotidien. Même les blocs opératoires peuvent être contaminés par cette eau souillée qui leur provient, nous précise-t-on, du réseau AEP tirant sa source des forages de Maramane et de Sidi-El-Kébir.

L'alerte a été donnée et nous avons appris qu'une correspondance a été trans-

mise à l'Algérienne des eaux de Blida pour remédier de toute urgence à la situation.

Et ce n'est visiblement pas une première dans cet hôpital.

Contacté, M. Khechna Yacine, directeur de l'hôpital M'hamed-Yazid, a évoqué un cas similaire survenu il y a presque deux ans et pour lequel il a fallu plusieurs mois pour localiser le foyer responsable de la pollution. «Une fois averti, j'ai pris les précautions nécessaires. Nous avons fermé provisoirement la vanne d'alimentation générale de l'établissement», indiquera-t-il.

Joint par téléphone, un médecin de l'hôpital, qui a requis l'anonymat, tire la sonnette d'alarme. «Le vibron trouvé dans l'eau est très contagieux et a une grande capacité de survie.

Sa dangerosité est que c'est l'un des principaux agents pathogènes, responsable du choléra qui se transmet par voie hydrique», expliquera-t-il. Il ajoutera que la salmonelle présente également dans cette eau polluée peut être responsable de beaucoup de pathologies dont la typhoïde. Il faut savoir que les coliformes fécaux se trouvent dans les déjections



Photo : Samir Sid

Des patients qui risquent gros.

animales et humaines. Pour sa part, M. Zerrouk, directeur de l'Algérienne des eaux de Blida, nous a fait savoir que cet hôpital se trouve en bout de réseau de distribution et que les particules en suspension dans les conduites d'eau y terminent leur course. Selon lui, la présence éventuelle de matières polluantes dans

cette eau est due vraisemblablement aux dernières pluies qui ont charrié les déchets des piémonts alentours, entre celui de la cité Benachour et qui auraient pu s'infiltrer dans les forages.

Pour lui, l'eau provenant des forages de Maramane est de très bonne qualité. «Nous ne distribuons

jamais de l'eau polluée !», affirmera-t-il.

Toutefois, il nous informera qu'il prendra en charge immédiatement le problème en mettant en place une vanne de vidange afin d'évacuer le cas échéant les matières polluantes.

En attendant que les services des eaux détectent la provenance du foyer de

contamination, la vulnérabilité des malades déjà fragilisés dicte de trouver de toute urgence une solution à cette situation.

S'il s'avère que c'est l'eau des forages qui est polluée, c'est toute la population qui court un danger et pas uniquement l'hôpital de Blida.

M. B.

UNE ASSOCIATION DE HANDICAPÉS RÉAGIT AU NOUVEAU CODE DE LA ROUTE

«Les nouvelles mesures prises par le gouvernement sont insuffisantes»

Tout en saluant les nouvelles mesures de lutte contre la violence routière, adoptées récemment en Conseil des ministres, l'association nationale de soutien aux personnes handicapées El-Baraka trouvent que celles-ci restent largement insuffisantes. Face au nombre ahurissant de morts et de handicapés que fait quotidiennement la route, seule une politique nationale de prévention routière peut venir à bout de ce problème.

Mehdi Mehenni - Alger (Le soir) - Dans un communiqué rendu public hier, l'association El-Baraka a exprimé sa pleine satisfaction de voir l'Etat se pencher sérieusement sur le phénomène de la violence routière, qui ne cesse de prendre de l'ampleur.

Pour la présidente de l'association, Boubergout Flora, «cet amendement est le fruit de revendications de la société civile ainsi que du mouvement associatif qui a énormément contribué à la sensibilisation des décideurs sur les conséquences et la situation des drames routiers dans notre pays».

Ainsi, elle espère voir ces nouvelles mesures permettre «le durcissement des sanctions afin d'endiguer le phénomène» et, de fait, «réduire le nombre d'accidents qui mènent généralement soit vers la mort soit vers le handicap».

Mais en attendant et compte tenu des chiffres enregistrés, 4 200 morts et 3 000 handicapés par an, pour l'association El Baraka, ces nouvelles mesures restent insuffisantes.

D'où une mobilisation générale, voire une politique nationale de prévention routière, qui s'impose.

«Il faut associer tous les acteurs de la société en commençant par instaurer le code de la route dans le cursus scolaire, afin d'apprendre aux générations futures, dès leur jeune âge, les règles élémentaires de l'éducation routière», souligne El-Baraka.

Par ailleurs, cette association souhaite voir ces sanctions prévues par le nouveau code de la route «être appliquées sans distinction aucune à tous les contrevenants», car, précise-t-elle, «nul ne doit être au dessus des lois de la



Photo : Samir Sid

Les sanctions doivent être appliquées à tous les contrevenants.

République». Pour ce faire, El-Baraka propose à ce que les sanctions soient appliquées sur le champ, afin de ne pas donner le temps au contrevenant de faire éventuellement intervenir ses relations.

Quant aux voix qui se sont élevées pour dénoncer ce nouveau code de la route, jugé par certains très «répressif», El-Baraka pense que «quand il est de question de mort ou de handicap, la préservation de la vie et de la santé de ces milliers de citoyens confrontés quotidiennement aux

risques de la route n'a pas de prix». Enfin, l'association El-Baraka interpelle les autorités locales afin de faire preuve de plus de responsabilité dans la protection des piétons, et ce «en rendant à César ce qui appartient à César», c'est-à-dire les trottoirs.

Des trottoirs qui «sont généralement squattés par des commerçants, des gardiens de parking, obligeant ainsi les piétons à circuler sur la chaussée, avec tous les risques que cela comporte».

M. M.

PAR DÉCRETS SIGNÉS LE 1^{er} AOÛT

Bouteflika met fin aux fonctions de 7 magistrats

Par décrets présidentiels datés du 1^{er} août 2009 et publiés au Journal officiel n° 50 du mois septembre, le président de la République a mis fin aux fonctions de 7 magistrats.

Parmi ces magistrats, deux procureurs adjoints de la République. Il s'agit de Benaoumeur Maâchou et Djillali Hadj Sadok, respectivement procureur de la république adjoint près des tribunaux de Saïda et de Bab-El Oued.

Les cinq autres magistrats objets de décrets mettant fin à leurs fonctions siégeaient dans les tribunaux de Annaba, Ain Touta, Mostaganem, Biskra et Rouïba. Il s'agit respectivement de Anissa Nemer, Dalila Tour, Safia Chehbeur, Fatima Zohra Matmat, épouse Nahili, et Zineb Ghomrassi, épouse Younsi.

Les décrets ne mentionnent pas que ces magistrats ont été appelés à d'autres fonctions. Ce qui laisse supposer que les décisions présidentielles à leur rencontre relèvent de la sanction. On aura noté, par ailleurs, que sur les 7 magistrats auxquels ont été signifiées les fins de fonctions, 5 sont des femmes. Cela étant, à la même date, le président de la République, via des décrets toujours, a mis fin aux fonctions de deux autres magistrats. L'un, Saïd Namane du tribunal de Annaba, a été admis à la retraite. L'autre, la défunte Ouahiba Salouatchi, a fait l'objet d'un décret mettant fin à ses fonctions à compter du 25 janvier 2009.

En date du 1^{er} août 2009 également, le président de la République a signé trois décrets mettant fin aux fonctions de trois secrétaires généraux auprès de daïras.

Il s'agit, sur sa demande, de Rabah Sakhri (El-Harrouch), Abbès Kalli (Ain M'lila), appelé à d'autres fonctions, et de Mohamed Baba Ali (Souaghi), sur sa demande.

Sofiane Aït-Ifilis